

Covid-19 : Annulation immédiate de la dette des pays d'Asie du Sud

vendredi 19 juin 2020, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 12 juin 2020).

Le coronavirus a dévoilé le spectre d'une crise plus importante. Depuis la crise des subprimes de 2008-2009, la majorité des économies de la planète étaient déjà en proie à une surproduction, à une stagnation et même à une récession, qui s'aggravaient de jour en jour. La pandémie n'a fait qu'exacerber la situation. Les chiffres du chômage augmentent chaque jour et on s'attend à la faillite de nombreuses petites entreprises et même de quelques plus grosses sociétés. Cette crise sanitaire et ses conséquences économiques en cascade pourraient bien plonger de nombreux pays du Sud dans une crise sans précédent, précipitant des millions de personnes dans la misère.

Nous allons vers une nouvelle crise de la dette. Déjà en juillet 2019, le FMI signalait que parmi les pays à faibles revenus, 9 étaient surendettés et 24 sur le point de le devenir. La dette souveraine extérieure des pays du Sud est une source d'inquiétude, notamment en raison de son augmentation spectaculaire au cours des deux dernières décennies et aussi en raison des similitudes avec la situation d'endettement des pays du tiers monde avant la crise, dans les années 1980. En outre, la crise économique signifie que les pays du Sud qui dépendent de leurs exportations auront du mal à faire rentrer des devises fortes, que les transferts de fonds vont diminuer considérablement et que les investissements financiers seront faibles. La capacité de ces pays à assurer le service de la dette existante sera donc mise à rude épreuve. Les gouvernements renfloueront également les entreprises privées, ce qui ajoutera une pression énorme sur le trésor public.

L'Asie du Sud ne fait pas exception et se trouve dans une situation similaire. La région est confrontée à d'énormes défis pour faire face à la pandémie de Covid-19 et à ses conséquences. La principale préoccupation de la région est, bien évidemment, la fragilité des systèmes de santé. L'annonce quotidienne des décès et des hospitalisations a intensifié les craintes liées au virus, aggravées par l'absence d'un système de santé publique viable. À cela s'ajoutent la pauvreté, la vulnérabilité, l'insécurité et la précarité généralisées qui ne manqueront pas de s'amplifier avec la propagation de la pandémie. Une certaine morosité règne alors que nous terminons plus de deux mois de confinement.

Dans la région, cette catastrophe exacerbe l'insécurité et la précarité déjà existantes. En raison des privatisations agressives menées au cours des trois dernières décennies, les infrastructures de santé publique de la région ne peuvent pas faire face à une pandémie d'une telle ampleur. L'Asie du Sud est loin de disposer de normes de soins de santé adéquates, notamment en ce qui concerne les médecins, les infirmières, les sages-femmes, les lits d'hôpitaux et les centres de soins de santé de première ligne. L'écrasante majorité de la population n'a pas accès aux soins de santé publics et pendant la pandémie les établissements privés se sont révélés totalement irresponsables en refusant de soigner les personnes atteintes de Covid-19 en qui ils voyaient des vecteurs de contamination. Cela a entraîné un accès difficile aux soins, en particulier pour les femmes, les enfants et les autres groupes sociaux défavorisés.

Outre les menaces qui pèsent sur les soins de santé, dans toute la région, des millions de travailleurs migrants et de salariés journaliers sont restés bloqués pendant des mois, impuissants, loin de chez eux, faisant face à un avenir incertain sans argent, sans nourriture et sans emploi. Selon l'OIT, près de la moitié de la main-d'œuvre mondiale - 1,6 milliard de personnes - est en danger immédiat de voir privés de tout moyen de subsistance. Il est clair que l'Asie du Sud sera disproportionnellement impactée, car les économies régionales abritent le plus grand nombre de travailleurs précaires de la planète. Pour des millions de travailleurs, l'absence de revenu signifie pas de nourriture, pas de sécurité et pas d'avenir. Des millions d'entreprises dans le monde respirent à peine et ce sont les plus petites qui ont le moins recours aux ressources nécessaires en temps de crise aussi grave. Les travailleurs indépendants et contractuels sont également en danger imminent de voir leurs moyens de subsistance disparaître.

Les dangers multiformes dus à la pandémie ne peuvent être combattus qu'en reconstruisant les systèmes de santé publique, en renforçant les mesures de protection sociale, y compris les allocations de chômage et les indemnités de subsistance, en particulier pour les personnes travaillant dans l'économie informelle et les autres personnes vulnérables. Cela impliquerait d'énormes dépenses publiques et des investissements dans le secteur social, mesures qui ont été supprimées au cours des quatre dernières décennies.

Les difficultés sont aggravées par la dette publique extérieure des économies régionales qui a presque doublé entre 2009 et 2018, passant de \$366,201 milliards à \$730,063 milliards. Cette dette est imposée par les institutions financières internationales (BM et FMI) avec la complicité des classes dirigeantes de nos pays. Il est à noter que la plupart des pays consacrent une part importante de leurs revenus au service de la dette, le Sri Lanka et le Pakistan ayant la dette la plus élevée par rapport au PIB et également, le ratio dette/revenus le plus haut. La crise de la dette va aggraver une situation déjà mauvaise en ce qui concerne la capacité de ces pays à rembourser leurs emprunts. L'Asie du Sud elle-même était déjà l'une des régions les plus pauvres. Si le fardeau actuel de la dette n'est pas allégé, les pays de cette région seront plus vulnérables et pris au piège de la crise.

En l'état actuel des choses, la crise de la dette a une dynamique d'auto-renforcement. L'augmentation du service de la dette et la détérioration des investissements dans les pays en développement se traduiront par des transferts nets de ressources des pays en développement vers les pays développés. Cela empêchera la formation de capital intérieur et entraînera également une ponction sur les précieuses recettes en devises.

Toute lutte efficace contre la pandémie de Covid-19 nécessite d'énormes ressources et, par conséquent, les ressources limitées des pays d'Asie du Sud devraient être consacrées à la lutte contre la pandémie plutôt qu'au remboursement des créanciers internationaux. Dans ces circonstances, nous demandons l'annulation de toutes les dettes illégitimes des pays d'Asie du Sud. Organe des Nations unies chargé des questions de commerce, d'investissement et de développement, la CNUCED reconnaît également que les dettes de nombreux pays du Sud doivent être annulées. Elle a également précisé que les pays débiteurs peuvent se déclarer unilatéralement en cessation de paiements sans que les créanciers puissent exiger des arriérés à l'avenir.

L'annulation de la dette extérieure des pays de la région leur permettrait de libérer des ressources vitales pour reconstruire les infrastructures de santé publique, ainsi que de satisfaire d'autres besoins urgents dans ce contexte économique, menacé par une forte baisse des revenus, une perte d'impôts et de recettes et une augmentation des dépenses.

Il est également nécessaire de s'engager sur une voie de développement qui donne la priorité aux besoins des peuples plutôt qu'aux intérêts des puissants et de la classe possédante. Les ressources

nécessaires à de tels développements pourraient être libérées par l'annulation des dettes publiques. Un audit citoyen est également nécessaire pour identifier les parties illégitimes, odieuses et illégales et exiger leur répudiation. Les arguments juridiques de l'état de nécessité, du changement fondamental de circonstances et/ou de la force majeure pourraient être invoqués pour soutenir une telle répudiation souveraine unilatérale.

Nous exigeons aussi :

- L'annulation permanente de toutes les dettes illégitimes, y compris les dettes bilatérales, multilatérales et privées, pour tous les pays d'Asie du Sud, en particulier ceux qui sont lourdement endettés et dont les prévisions de croissance économique sont faibles.
- La constitution d'un comité d'audit de la dette par les citoyens pour déterminer la part illégitime des dettes.
- La diffusion auprès des citoyens des informations nécessaires sur les dépenses pour un meilleur suivi et la détermination de priorités.
- L'utilisation par les gouvernements d'Asie du Sud des ressources supplémentaires obtenues grâce à l'allègement de la dette pour renforcer le système de santé et protéger les moyens de subsistance. Ces ressources ne doivent pas être détournées à d'autres fins.
- La suspension des paiements des prêts aux ménages et des microcrédits jusqu'à ce que les pays soient totalement hors de portée du coronavirus.
- Le remplacement des institutions de microcrédit par des coopératives autogérées par la population locale et par un service public de crédit accordant des prêts à des taux d'intérêt nuls ou très bas.
- La fin des privatisations de services publics et de la promotion des partenariats public-privé (PPP) dont le but ultime est de mobiliser l'argent public pour nourrir le secteur privé.
- L'utilisation de cette opportunité pour mobiliser les recettes intérieures par une imposition progressive sur les grandes richesses.
- La réduction du budget de la défense dans la région.
- Un changement radical des politiques de prêt actuelles menées par les institutions financières internationales, notamment le FMI, la Banque mondiale et d'autres groupes informels qui alimentent essentiellement les asymétries Nord/Sud.
- Un financement supplémentaire d'urgence au Sud - hors aide publique au développement - au moyen de prêts à taux zéro, remboursables en tout ou en partie dans la monnaie souhaitée par les pays débiteurs.
- L'expropriation des « richesses mal acquises » par l'élite, les riches et les classes dominantes et leur rétrocession aux populations concernées et sous leur contrôle.
- Le remplacement de l'aide publique au développement sous sa forme actuelle par une forme inconditionnelle d'obligations des pays développés dans le cadre de la réparation et de la solidarité.
- L'adoption de politiques visant une transition juste.

Signatories :

1. All Nepal Peasants' Federation (ANPFa)
2. Alliance for Economic Democracy (AED), Sri Lanka
3. Alliance for Tax and Fiscal Justice, Nepal
4. ARCADE, Senegal
5. Asia-Pacific Regional CSOs Engagement Mechanism- South Asia Working Group
6. Asian Peoples Movement on Debt and Development (APMDD)
7. Association of Development Agencies in Bangladesh (ADAB)
8. Assosa Environmental Protection Association (AEPA), Ethiopia
9. ATTAC Japan

10. AwazCDS-Pakistan
11. Bangladesh Adivasi Samity
12. Bangladesh Bhumiheen Samity
13. Bangladesh Kishani Sabha
14. Bangladesh Krishok Federation
15. Bangladesh Nari Progati Sangha (BNPS)
16. Bangladesh Working Group on External Debt (BWGED)
17. Be the Change Organisation, Afghanistan
18. Beyond Beijing Committee (BBC), Nepal
19. Bharatiya Muslim Mahila Aandolan (BMMA)
20. CAHURAST, Nepal
21. Centre for Equity Studies (CES)
22. Centre for Peace Studies, India
23. Children as Zone of peace National Campaign, Nepal
24. CLEAN (Coastal Livelihood and Environmental Action Network), Bangladesh
25. Coastal Association for Social Transformation Trust (COAST Trust), Bangladesh
26. Collective for Economic Justice (CEJ), India
27. Commercial & Industrial Workers' Union (CIWU), Sri Lanka
28. Committee for the Abolition for Illegitimate Debt (CADTM), India
29. Committee for the Abolition for Illegitimate Debt (CADTM) South Asia
30. Committee for the Abolition for Illegitimate Debt (CADTM), Pakistan
31. Community Self Reliance Centre (CSRC), Nepal
32. Coorg Organisation for Rural Development (CORD), India
33. Crofter Foundation, Pakistan
34. Dabindu Collective, Sri Lanka
35. Dalit NGO Federation (DNF), Nepal
36. Development and humanitarian service for Afghanistan (DHSA)/TKG
37. Democratic Budget Movement (DBM), Bangladesh
38. Development Synergy Institute (DSI), Bangladesh
39. DIGNIDAD Coalition, Philippines
40. Digo Bikas Institute (DBI), Nepal
41. Environics Trust, India
42. Equity and Justice Working Group (EquityBD), Bangladesh
43. Federation of Community Forestry Users Nepal (FECOFUN)
44. Federation of Media Employee's Trade Unions, Sri Lanka
45. Feminist Dalit Organization (FEDO), Nepal
46. FIAN Nepal
47. Fight Inequality Campaign, Nepal
48. Fight Inequality South Asia
49. Focus on the Global South
50. Food Sovereignty and Climate Justice Network, Nepal
51. Free Trade Union Development Center (FTUDC), Sri Lanka
52. Freedom from Debt Coalition (FDC), Philippines
53. Growthwatch, India
54. Hami DajuVai, Nepal
55. Haqooq Khalq Movement, Pakistan
56. Himalaya Niti Abhiyan (HNA), India
57. Hosiery Workers Unity Centre, India
58. Humanitarian Accountability Monitoring Initiative (HAMI), Nepal
59. INCIDIN Bangladesh
60. Indian Oil Petronas Contractor's Shramik Union

61. Indian Social Action Forum (INSAF)
62. INHURED International
63. Institute for Environment and Development (IED), Bangladesh
64. Jagaran Nepal
65. JusticeMakers Bangladesh
66. Karnali Integrated Rural Development and Research Centre (KIRDARC) Nepal
67. KYRHDO, Ethiopia
68. Labour Education Foundation (LEF), Pakistan
69. L'Association Nigérienne des Scouts de l'Environnement (ANSEN)
70. LDC News Service
71. LDC Watch
72. Left Voice (Wame Handa), Sri Lanka
73. Liberation Movement, Sri Lanka
74. Madan Bhandari School of Asia (MBSA), Nepal
75. Maldives NGO Federation, Maldives
76. Manitham Trust, India
77. mines, Minerals and People (mMP), India
78. Movement for National Land and Agriculture Reforms (MONLAR), Sri Lanka
79. National Adivasi Alliance, India
80. National Alliance for Human Rights and Social Justice (Human Rights Alliance), Nepal
81. National Alliance of Right to Food Networks, Nepal
82. National Campaign for Sustainable Development Nepal
83. National Campaign on Dalit Human Rights (NCDHR), India
84. National Fisheries Solidarity Movement (NAFSO), Sri Lanka
85. National Indigenous Women Forum (NIWF), Nepal
86. National Women Peasants' Association, Nepal
87. Nepal Climate Change Federation
88. Nepal Institute of Peace (NIP)
89. Nepal Integrated Development Initiatives
90. Nepal Youth Peasants Association
91. NGO Forum on ADB
92. Oxfam India
93. Pakistan Fisherfolk Forum (PFF)
94. Pakistan Institute of Labour Education and Research (PILER)
95. Pakistan Kissan Rabita Committee (PKRC)
96. Pakistan Peace Coalition
97. Participatory Research in Asia (PRIA)
98. Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA), Haiti
99. Praja Abilasha Land Rights Network, Sri Lanka
100. Progressive Labour Federation, Pakistan
101. Progressive Plantation Workers' Union (PPWU), India
102. Progressive Students Collective, Pakistan
103. Resource Centre for Primary Health Care (RECPHEC), Nepal
104. Safety and Rights Society (SRS), Bangladesh
105. Sanayee Development Organisation (SDO), Afghanistan
106. SAVISTRI Women's Organization-Sri Lanka
107. SDGs National Network Nepal
108. South Asia Alliance for Poverty Eradication (SAAPE)
109. South Asia Food Sovereignty Network
110. South Asia Peasants' Coalition
111. South Asia Tax and Fiscal Justice Alliance (SATAFJA)

112. Swatantrata Abhiyan Nepal (SAN)
113. United Federation of Labour (UFL), Sri Lanka
114. Urja Nepal
115. Uttar Banga Sangrami Biri Sharmik Union, India
116. Voices for Interactive Choice and Empowerment (VOICE), Bangladesh
117. Women Welfare Society (WWS), Nepal
118. Women's Collective, Pakistan

Individu/e/s

1. Prof. Anuradha Chenoy
2. Prof. Kamal Mitra Chenoy
3. D^f. Bimala Rai Paudyal, Member, National Assembly, Federal Parliament of Nepal

Traduction vers le français par Christine Pagnouille et Mike Krolikowski

Collectif
Christine Pagnouille
Mike Krolikowski

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

CADTM

<http://cadtm.org/Annulation-immediate-de-la-dette-des-pays-d-Asie-du-Sud>